



**HAL**  
open science

# La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60

Petr Zídek

► **To cite this version:**

Petr Zídek. La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.85-116. halshs-01162728

**HAL Id: halshs-01162728**

**<https://shs.hal.science/halshs-01162728v1>**

Submitted on 11 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS

Antoine Marès (Ed.)

---

Petr ZÍDEK

**La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60**

---

Référence électronique / electronic reference :

Petr Zidek, « La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60 », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).

Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c25f/zidek\\_2001\\_relations\\_tchecoslovaquie\\_tiers-monde.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c25f/zidek_2001_relations_tchecoslovaquie_tiers-monde.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



## La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60

PETR ZÍDEK

### Introduction

La politique tchécoslovaque à l'égard des pays du tiers-monde est un thème qui n'a, à ce jour, guère suscité l'intérêt des historiens. À l'exception de deux maîtrises soutenues à la faculté de lettres de l'université Charles<sup>1</sup>, de quelques passages dans les travaux de Karel Kaplan<sup>2</sup> et dans le recueil *Československo a třetí svět v šedesátých letech (La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 60)*, actuellement sous presse, aucune littérature fondée sur des archives ne traite de ce sujet.

Quelques facteurs peuvent expliquer ce désintérêt, qui offre un énorme contraste avec l'attitude de la presse occidentale de l'époque, laquelle accorda une grande attention à l'entrée en scène de la Tchécoslovaquie dans le tiers-monde au cours de la seconde moitié des années 50 : la recherche institutionnalisée sur l'époque du communisme, représentée principalement par l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences de la République tchèque, est toujours prisonnière d'une vision schématique qui favorise les thèmes de la répression et des crises du système communiste. La politique tchécoslovaque du tiers-monde ne peut pourtant être réduite à des interprétations simplistes fondées sur la distinction éthique entre le bon (les opposants au régime, les dissidents) et le mauvais (l'appareil répressif communiste).

Le problème des sources peut représenter une autre cause de ce désintérêt. Pour diverses raisons, les archives de certaines institutions importantes qui ont participé à la mise en œuvre de la politique tchécoslovaque du tiers-monde ne sont pas accessibles aux historiens. Je pense par exemple aux archives des deux services d'espionnage tchécoslovaques, qui sont gardées secrètes, aux archives du ministère du Commerce extérieur, qui n'ont toujours pas été inventoriées, ainsi qu'aux documents du service extérieur du Comité central (CC) du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) postérieurs à 1962 ou au fonds de documentation du premier secrétaire du Parti de l'époque, Antonín Novotný. Les problèmes concernant les Archives nationales, où sont conservés les documents de l'ex-CC du PCT, n'ont en outre fait que dégrader, ces dernières années, les conditions d'étude de ces matériels. À cela s'ajoutent l'entrée de la République tchèque dans l'OTAN et sa conséquence directe, l'adoption de la nouvelle loi sur la protection des faits relevant du secret défense (n° 148/1998 du Code), qui aboutirent paradoxalement à la fermeture de documents auparavant consultables, lesquels sont aujourd'hui progressivement rouverts<sup>3</sup>.

Le manque de documents d'archives ne peut dans ce cas être compensé par les seuls mémoires des acteurs d'alors. Et avoir recours à l'histoire orale est également un procédé qui pose nombre de problèmes : plus de quarante ans après, il est extrêmement difficile de trouver des témoins concernés et dignes de foi qui seraient disposés à parler ouvertement de leurs actes.

Il importe donc, pour toutes ces raisons, de procéder avec la plus grande circonspection lorsque l'on reconstitue les faits et événements et que l'on en tire des

---

<sup>1</sup> Vít, Jakub : « Československo a subsaharská Afrika 1948-1962 » (soutenue en 1998) ; Zídek, Petr : « Československo a Maghreb 1954-1962 » (soutenue en 1996).

<sup>2</sup> Dont : Kaplan, Karel : « Kořeny československé reformy 1968 », recueil complémentaire, Brno 2000.

<sup>3</sup> Cf. Musil, Michal : « Archivny komunistického vedení jsou opět tajné ». In : *Lidové noviny*, 27.7.2000, pages 1-2.

conclusions. Il n'est pas impossible qu'après l'ouverture d'archives à ce jour fermées on soit amené à revoir certaines conclusions actuelles.

## 1. Les conditions de la pénétration dans le tiers-monde

L'une des caractéristiques de la politique post-stalinienne de l'Union soviétique fut l'intérêt manifesté pour le tiers-monde. Moscou commença par exercer son influence en Asie (l'Afghanistan en 1954 ; l'Inde, la Birmanie en 1955) et au Proche-Orient (l'Égypte en 1955). Les débuts de la décolonisation offrent de nouvelles opportunités pour prendre pied en Afrique, et l'Amérique latine ne sera pas non plus oubliée<sup>4</sup>. À partir du milieu des années 50, la Tchécoslovaquie jouera un rôle très important dans cette politique soviétique. Elle apparaît comme un médiateur plutôt discret de l'Union soviétique dans des régions que l'Occident considère alors comme relevant de sa sphère d'influence. La pénétration tchécoslovaque en Égypte (1955), en Guinée (1958-1959) et à Cuba (1959-1960) illustre parfaitement cette approche. Avant d'analyser plus avant ces exemples, essayons d'apporter une réponse d'ordre général à la question de savoir ce qui prédisposait la Tchécoslovaquie communiste à jouer ce rôle.

Contrairement à l'Union soviétique et à la grande majorité des pays de son bloc, la Tchécoslovaquie entretenait depuis longtemps des contacts économiques avec certains territoires et pays que l'on désigna à partir de 1952 sous le nom de « tiers-monde ». Bien que le putsch communiste de 1948 eût notablement troublé ces relations, il ne fut pas synonyme de rupture. Après la mort de Staline, en 1953, la Tchécoslovaquie sut s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte dans la politique extérieure soviétique et rétablir les anciens contacts<sup>5</sup>.

Pour mener à bien la pénétration économique et diplomatique dans des pays qui venaient d'accéder à l'indépendance, les dirigeants communistes tchécoslovaques purent mobiliser des experts qui avaient acquis leur expérience pendant l'entre-deux-guerres. L'un d'eux était Jan Kořínek, africaniste et grand voyageur, qui fut en 1956 à la tête de la première délégation économique tchécoslovaque dans le Maroc indépendant<sup>6</sup>. Outre les anciens contacts, les dirigeants tchécoslovaques surent utiliser les nouvelles relations nouées à la faveur de la position de « Genève communiste » dévolue à Prague<sup>7</sup>. Les organisations internationales contrôlées par l'Union soviétique qui siégeaient dans la métropole tchécoslovaque ou y organisaient leurs actions défendaient une politique anticolonialiste depuis les années 40, époque de leur fondation<sup>8</sup>. Étaient passés par ces organisations nombre de jeunes activistes nationalistes issus de pays indépendants et non indépendants du tiers-monde, dont certains occupèrent par la suite des postes d'influence dans les sphères dirigeantes de leurs pays<sup>9</sup>.

---

<sup>4</sup> Cf. par exemple Levesque, Jacques : *L'URSS et sa politique internationale, de Lénine à Gorbatchev*, Armand Colin, Paris 1987, pages 168-169.

<sup>5</sup> Cf. « La Tchécoslovaquie et le monde "neutraliste" afro-asiatique ». In : *Est-Ouest*, n° 239, 16-30 juin 1960, page 16.

<sup>6</sup> Kořínek, Jan : « L'Histoire des relations tchécoslovaques avec le Maroc », éditeur non indiqué, Rabat 1975, page 1. Brève biographie de Jan Kořínek (1904-1984) in : Filipický, Jan (éd.) : *Čeští a slovenští orientalisté, afrikanisté a iberoamerikanisté*, Libri, Praha 1999.

<sup>7</sup> Expression d'Anna Krigel reprise in : Bartošek, Karel : *Les Aveux des archives, Prague-Paris-Prague 1948-1968*, éditions du Seuil, Paris 1996, pages 57 et suivantes.

<sup>8</sup> Kotek, Joël : *La Jeune Garde, la jeunesse entre KGB et CIA 1919-1989*, éditions du Seuil, Paris 1998, pages 178, 207.

<sup>9</sup> Par exemple, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité guinéen Keita Fodeba et le président du Parlement guinéen Diallo Saifoulaye. Le premier effectua une visite en Tchécoslovaquie en 1947 dans le cadre du Festival mondial de la jeunesse démocratique et séjourna à Prague également en 1950 et 1951. Archives du ministère des Affaires étrangères de la République tchèque (AMAE), série (s.) Section territoriale – secret (ST-S) Guinée 1955-1959, sous-série (ss.) 1, dossier (d.) 2, numéro (n°) 017.849/9-59. Le second était présent à Prague en tant

Grâce à cette longue tradition et à ces contacts, Prague jouissait, au milieu des années 50, d'une meilleure position que Moscou dans beaucoup de pays du tiers-monde. Il s'agissait principalement de domaines traditionnellement extérieurs à la sphère d'intérêts soviétique (russe), surtout en Afrique et en Amérique latine. L'Afrique subsaharienne en est le meilleur exemple. Dans les années 1948-1952, le consulat tchécoslovaque était la seule représentation diplomatique des pays socialistes en Afrique noire<sup>10</sup>. La Tchécoslovaquie entretenait des rapports commerciaux avec trois États indépendants d'Afrique subsaharienne – le Liberia, l'Éthiopie et l'Union sud-africaine – et commerçait, par l'intermédiaire des métropoles, avec les colonies. En 1959, la part de la Tchécoslovaquie dans le montant total du commerce des pays socialistes avec le continent africain s'élevait à 18,8%, c'est-à-dire qu'elle occupait la deuxième place, juste derrière l'Union soviétique (36%)<sup>11</sup>. À la mi-1961, la Tchécoslovaquie avait plus de représentations diplomatiques en Afrique que l'Union soviétique<sup>12</sup>. Les représentants soviétiques présents dans les consulats communs reconnaissaient cette prééminence tchécoslovaque et l'encourageaient. Par exemple, S. A. Vinogradov, l'ambassadeur soviétique à Paris, salua, dans un entretien avec l'ambassadeur tchécoslovaque Josef Urban, le 28 novembre 1958, l'activité de Prague dans les pays d'Afrique et reconnut que « l'URSS a dans ces régions relativement moins de capacités de négociation que la République tchécoslovaque »<sup>13</sup>. Trois mois plus tard, le 17 février 1959, Vinogradov dit à Urban qu'il « considère comme très justifié que la République guinéenne juge prioritaires ses relations avec la République tchécoslovaque et l'aide que cette dernière lui apporte. Cette attitude est plus tactique que si tout le poids des relations de la République guinéenne avec le camp socialiste reposait uniquement sur l'URSS ». Les deux diplomates convinrent également que les employés de leurs ambassades chargés des questions africaines échangeaient leurs informations et connaissances<sup>14</sup>. En octobre 1962, les employés qui effectuaient une évaluation à l'ambassade tchécoslovaque de Moscou notèrent que « les camarades soviétiques portent un jugement positif sur notre aide et sur les informations que nos centres fournissent sur les pays latino-américains et africains, où nos possibilités d'action sont supérieures du fait

---

que vice-président de l'Organisation syndicale mondiale. Comte, Gilbert : « Le marxisme et l'Afrique ». In : *Revue française d'études politiques africaines* (Le mois en Afrique), n° 15 (mars 1967), page 86.

<sup>10</sup> Vít, Jakub : *op. cit.*, page 25.

<sup>11</sup> Archives nationales, Archives du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque (AN et CC PCT), section (s.) Bureau politique (BP) CC PCT 1954-1962 (02/2), volume (vol.) 317, unité archivale (u. ar.) 402, point (p.) 6, réunion du BP CC PCT du 1.8.1961. Viennent ensuite la Chine (15,1%), la RDA (11,7%), la Pologne (7,3%), la Hongrie (4,6%), la Roumanie (4,7%) et la Bulgarie (1,8%). À la fin des années 50 encore, la République tchécoslovaque était le seul pays du bloc de l'Est qui entretenait des relations commerciales avec le Liberia. AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 241, u. ar. 322, p. 20, réunion BP CC PCT du 8.12.1959.

Dans les années 50, le rythme de croissance du montant du commerce tchécoslovaque avec l'Union sud-africaine était près de deux fois supérieur à la moyenne du reste du continent : si nous prenons une base 100 pour l'année 1949, en 1960 le niveau du commerce s'élevait à 370,5. AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 317, u. ar. 402, p. 6, réunion BP CC PCT du 1.8.1961. Tout commerce avec la République sud-africaine (RSA) fut interdit par un arrêté du ministère du Commerce extérieur en date du 20.6.1964. AMAE, ST-S 10. section territoriale 1965-1969, ss. 1, d. 2, n° 028.106/65-10.

<sup>12</sup> La République tchécoslovaque (RT) avait treize représentations diplomatiques, tandis que l'URSS n'en avait que douze. La RT était présente au Maroc, en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Soudan, en Éthiopie, en Somalie, en Guinée, au Mali, au Ghana, au Togo, au Congo (ex-belge) et en Union sud-africaine. Dans ce pays, le consulat tchécoslovaque fut, après la fermeture forcée du consulat soviétique en 1956, le seul organe représentatif du bloc de l'Est dans ce pays. Il ne fut fermé qu'en août 1963, consécutivement à la résolution de l'ONU du 6.11.1962 demandant à tous les pays membres de rompre les contacts diplomatiques et commerciaux avec la République sud-africaine.

A cette époque, les seuls pays africains représentés à Prague étaient la Guinée, la Tunisie, le Mali et la République sud-africaine. AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 317, u. ar. 402, p. 6, réunion du BP du CC PCT du 1.8.1961 ; « "Diplomates" communistes en Afrique ». In : *Est-Ouest* n° 267, novembre 1961, pages 22-24.

<sup>13</sup> AMAE, s. ST-S France 1955-1959, ss. 3, d. 3.

<sup>14</sup> AMAE, s. ST-S France 1955-1959, ss. 4, d. 7.

du plus grand nombre d'organes représentatifs dont nous disposons et de notre meilleure situation »<sup>15</sup>.

Les contacts commerciaux étaient évidemment dépendants de la structure économique. Hormis la RDA, la Tchécoslovaquie était, dans les années 50, le seul pays industriel développé du bloc de l'Est. La conception stalinienne de « grande puissance de l'industrie mécanique » entraînait une surproduction de machines, d'équipements de production, etc., que l'on chercha finalement à écouler dans le tiers-monde.

L'industrie de l'armement était une composante de cette « production mécanique » certes très spécifique, mais d'une importance capitale dans l'optique de pénétration du tiers-monde. La Tchécoslovaquie faisait partie, depuis l'entre-deux-guerres, des plus importants exportateurs d'armes<sup>16</sup>, et après 1948 la production d'armement augmenta encore, dans la perspective d'une troisième guerre mondiale<sup>17</sup>. Après l'adoption du « nouveau cap », en 1953, les possibilités d'exportation d'armes vers les pays socialistes se réduisirent et la course aux armements qui fit rage entre 1956 et 1965 permit de retirer de l'arsenal de l'armée les armes les plus anciennes. En outre, la Tchécoslovaquie disposait d'un important « trésor de guerre » constitué d'armes laissées sur son territoire en 1945 par les armées allemandes lorsqu'elles furent repoussées ou capitulèrent. Tous ces facteurs ont permis à la Tchécoslovaquie de devenir l'un des premiers exportateurs d'armes dans le tiers-monde.

L'exportation d'armes est un moyen très efficace d'asseoir son influence. « Military aid strengthens the influence of the donor upon the recipient, through the medium of training personnel and military advisers, and through a continuing need for spare parts and munitions », écrit un des observateurs de l'époque<sup>18</sup>. Il n'est donc pas étonnant que la fourniture d'armes joue un rôle central dans les trois exemples présentés ici de l'engagement tchécoslovaque dans le tiers-monde.

## 2.1. La pénétration en Égypte (1955)<sup>19</sup>

L'Égypte a toujours été un partenaire commercial privilégié de la Tchécoslovaquie, qui a entretenu avec ce pays des relations diplomatiques ininterrompues à partir de 1922<sup>20</sup>. Après la Seconde Guerre mondiale, la Tchécoslovaquie participa au désarmement de l'Égypte et des juifs de Palestine<sup>21</sup>. Malgré la volonté du gouvernement communiste, arrivé au pouvoir le 25 février 1948, de ne pas rompre complètement les liens avec l'Égypte, les livraisons

---

<sup>15</sup> AMAE, s. Secrétariat général – non secret (SG-N) 1955-1964, ss. 27, Données sur l'évaluation de l'organe de représentation Moscou 9 – 25.10.1962. Cependant, et cette remarque est symptomatique, l'équipe chargée de l'évaluation « releva » que personne, à l'ambassade tchécoslovaque de Moscou, n'était chargé des « affaires intérieures de l'URSS ».

<sup>16</sup> En 1934 et 1935, la République tchécoslovaque occupait le premier rang mondial pour les exportations d'armes et de munitions, en 1931 le deuxième, et en 1936 et 1937 le troisième. MESÁROŠ, Oldřich : « Výroba a obchod se zbraněmi v ČSR mezi světovými válkami ». In : *Acta Oeconomica Pragensia*, année (a.) 6/1998, n° 5, page 58.

<sup>17</sup> La production armurière fut multipliée par seize entre 1948 et 1952, pour atteindre 32,3 % de la production de l'industrie mécanique. Kaplan, Karel : *Československo v letech 1948-1953*, SPN, Praha 1991, page 103.

<sup>18</sup> Berliner, Joseph S. : *Soviet Economic Aid*, Frederick A. Praeger, New York 1958, page 20.

<sup>19</sup> Dans les passages qui suivent sur l'Égypte, la Guinée et Cuba, je reprends certaines informations de mon étude « Les exportations d'armes de la Tchécoslovaquie vers le tiers-monde dans les années 1948-1962 », qui paraîtra dans le recueil suscité, *La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 60* (sous presse), et dans laquelle sont donnés plus de détails, y compris les listes des armes exportées vers les différents pays.

<sup>20</sup> Klimek, Antonín – Kubů, Eduard : *Československá zahraniční politika 1918-1938*, Institut pro středoevropskou politiku a kulturu, Praha 1995, page 103.

<sup>21</sup> En 1946-1947, la Tchécoslovaquie a exporté des armes vers l'Égypte pour un montant de 368 millions de couronnes et vers la Palestine pour 571 millions de couronnes. Dufek, Jiří – Šlosar, Vladimír : « Československá materiálně technická pomoc Izraeli ». In : *Česko-slovensko a Izrael, 1947-1953*, étude, Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, Doplněk, Praha-Brno 1993, page 115.

d'armes à ce pays furent interrompues à cause du large soutien apporté à l'État juif dans les premières années de son existence<sup>22</sup>.

Les exportations d'armes tchécoslovaques vers Israël furent interdites par un arrêté du ministère de la Défense nationale en date du 14 juillet 1950 et elles cessèrent réellement dans le dernier tiers de la même année<sup>23</sup>. Dès lors, plus rien ne s'opposait à un nouveau rapprochement avec l'Égypte. Le 24 octobre 1951, un accord commercial et de paiement fut signé à Prague, qui contenait un volet confidentiel dans lequel il était convenu que « le gouvernement de la République tchécoslovaque fournirait des armes et des munitions au gouvernement égyptien – lesquelles seraient choisies par des experts égyptiens –, pour un montant d'environ 6 millions de livres égyptiennes, en échange de coton ... ». Les Égyptiens demandèrent 200 tanks, 200 véhicules blindés, de 60 à 100 chasseurs équivalents des MIG-15, 2 000 camions, 1 000 véhicules tout-terrain et différents types de canons<sup>24</sup>.

Le chargé d'affaires égyptien Y. M. Kabil fut particulièrement actif dans le rapprochement de l'Égypte et de la Tchécoslovaquie ; il organisa, le 15 novembre 1951, un dîner qui réunit Viliam Široký, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Antonín Gregor, ministre du Commerce extérieur, et quelques hauts fonctionnaires de leurs ministères. Au cours de la soirée, le chargé d'affaires insista pour obtenir une réponse rapide dans l'affaire des livraisons d'armes. Il argumenta la demande égyptienne en affirmant que « l'Égypte en a définitivement terminé avec l'impérialisme », mais que « le gouvernement égyptien ne peut à l'heure actuelle s'adresser à l'Union soviétique, parce qu'une telle démarche provoquerait un véritable tollé »<sup>25</sup>. Pour des raisons que nous ne pouvons aujourd'hui que supputer, mais qui étaient à l'évidence liées aux fébriles préparations militaires du bloc de l'Est en vue du troisième conflit mondial, la Tchécoslovaquie ne vendit à cette époque, d'après les documents consultables, aucune arme à l'Égypte. Antonín Gregor expliqua, le 5 décembre 1951, au chargé d'affaires égyptien le refus tchécoslovaque par le fait que les usines concernées devaient respecter le plan adopté en juillet et que les besoins locaux étaient « évidemment prioritaires ». Cette situation amena le représentant de l'Égypte à préciser qu'« il ne s'agit pas d'un besoin momentané et unique, mais de nouer des relations de long terme » ; ce qui n'empêcha pas Gregor de refuser d'autres négociations sur les fournitures d'armes pour les années ultérieures en arguant du fait que le plan suivant ne serait arrêté qu'en avril de l'année à venir. C'est ainsi que « les relations de long terme » ne furent nouées qu'en 1955<sup>26</sup>.

D'après les documents du ministère soviétique des Affaires étrangères rendus publics, l'Union soviétique demanda des armes à Nasser en juin 1954. Les négociations directes commencèrent en avril 1955 au Caire, et c'est à la demande de l'Égypte qu'une médiation tchécoslovaque fut nommée<sup>27</sup>. La délégation égyptienne, emmenée par Mohammed Hafez Ismaïl, arriva à Prague le 20 août 1955 et, trois jours plus tard, commença à négocier avec une

---

<sup>22</sup> Le ministre des Affaires étrangères Vladimír Clementis proposa, le 16 novembre 1948, lors d'une réunion gouvernementale, de livrer au gouvernement égyptien « quelques fusils de modèle ancien, ce qui ne représenterait aucun danger, car l'armée égyptienne ne sait pas manier les fusils ». Bulínová, Marie et coll. (éd.) : *Československo a Izrael 1947-1956*, documents, Praha-Brno, Ústav pro soudobé dějiny, Doplněk 1993, n° 65, page 178.

<sup>23</sup> Kaplan, Karel : « Československo a Izrael v letech 1947-1953 ». In : *Československo a Izrael 1947-1953*, étude, *op. cit.*, pages 43-44.

<sup>24</sup> AMAE, s. Cabinet du ministre – secret (CM-S), 1945-1963, ss. 9, d. 4 ; AN et CC PCT, s. Secrétariat politique (SP) du CC PCT 1951-1954 (02/5), vol. 9, u. ar. 66, p. 4, réunion du SP du CC PCT du 31.10.1951.

<sup>25</sup> AN et CC PCT, s. 02/5, vol. 11, u. ar. 72, p. 2, réunion du SP du CC PCT du 5.12.1951.

<sup>26</sup> En 1952 et 1953, l'Égypte tenta à plusieurs reprises – et de différentes manières – d'entrer en contact avec la République tchécoslovaque dans le but de lui acheter du matériel militaire. AMAE, SG-N 1945-1954, ss. 148, d. Représentation tchécoslovaque à Paris, n° 522/D/52 ; ST-S Égypte 1945-1954, ss. 1, d. 1, n° 121.055/53/AO4 ; SG-N 1945-1954, ss. 147, d. 211, n° 0206/1952.

<sup>27</sup> Rucker, Laurent : « L'URSS et la crise de Suez ». In : *Communisme* n° 49-50, pages 154-155.

commission mixte tchécoslovaque-soviétique. Le 12 septembre 1955, un traité fut signé entre la Tchécoslovaquie et l'Égypte et, le 16 septembre, un autre fut signé entre la Tchécoslovaquie et l'URSS. La Tchécoslovaquie était officiellement le seul partenaire contractant de l'Égypte et le montant du contrat s'élevait à 921 millions de couronnes (45,7 millions de £). La part soviétique était de 523 millions et la part tchécoslovaque de 398 millions, c'est-à-dire 43,2 % du montant total. Les livraisons devaient se dérouler en plusieurs étapes et s'étaler jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1956 ; l'opération reçut le nom de code d'« Action 105 ». Le contrat contenait également une clause stipulant l'envoi de spécialistes tchécoslovaques en Égypte et la formation de spécialistes égyptiens en Tchécoslovaque<sup>28</sup>.

Bien que l'on puisse entendre ici ou là, aujourd'hui encore, que la Tchécoslovaquie accorda un crédit de vingt ans à l'Égypte<sup>29</sup>, ledit crédit n'était que de trois ans et 46 % du volume de la part tchécoslovaque de la commande devaient être réglés en devises. L'année suivante, la Tchécoslovaquie signa trois autres contrats de fourniture de matériel militaire avec l'Égypte pour un total de 667,6 millions de couronnes (33,1 millions de £), dont la part tchécoslovaque s'élevait à 365,9 millions de couronnes (18,2 millions de £), soit près de 55 % de la commande globale. Là fut accordé un crédit de quatre ans qui prévoyait que 80 % du prix de la commande ne seraient payés qu'en 1959-1960<sup>30</sup>. Mais le calendrier de remboursement ne fut pas respecté, parce que l'Égypte réussit, après la crise du canal de Suez, à imposer à Moscou non seulement des livraisons supplémentaires d'armes plus modernes, mais également un report des traites<sup>31</sup>.

À partir de la fin de 1956, il fut manifeste que l'Égypte était devenue l'un des principaux alliés de l'URSS au Proche-Orient, que ni Moscou ni Le Caire n'avaient plus besoin de la médiation tchécoslovaque et que les deux pays négociaient directement. Grâce à sa participation active, la Tchécoslovaquie acquit en Égypte une position économique et culturelle de poids<sup>32</sup>.

## 2.2. La pénétration en Guinée (1958-1959)

La myopie dont fit preuve la politique française favorisa la pénétration de la Tchécoslovaquie en Guinée, après que celle-ci eut rejeté la Constitution de la communauté française le 28 septembre 1958. « Au NON massif de la Guinée de Sékou Touré la France de De Gaulle répond par un NON catégorique à toute idée de continuation normale des rapports franco-guinéens. »<sup>33</sup> Le lendemain, soit le 29 septembre 1958, le gouvernement français fit savoir à Sékou Touré que la Guinée ne pouvait plus compter ni « sur le concours de

---

<sup>28</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 66, u. ar. 82, p. 19, réunion du BP du CC PCT du 10.10.1955. Au cours des années suivantes furent signés des contrats indépendants concernant l'envoi de spécialistes militaires tchécoslovaques. En juin 1958, le bureau politique donna son accord à la plus importante action tchécoslovaque de ce type pour les années 50 – la création d'une académie militaire des sciences techniques au Caire. AN et CC PCT, série 02/2, vol. 181, u. ar. 247, p. 11, réunion du BP du CC PCT du 20.6.1958.

<sup>29</sup> Par exemple dans le texte de Wanner, Jan : « Egyptská karta v sovětské politice v roce 1956 ». In : *Soudobé dějiny*, 1996, n° 4, page 492.

<sup>30</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 89, u. ar. 107, p. 28 ; vol. 126, u. ar. 162, p. 2a, réunions du BP du CC PCT du 13.3.1956 et du 7.1.1957.

<sup>31</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 120, u. ar. 149, p. 20, réunion du BP du CC PCT du 5.11.1956. Selon ce document, l'Égypte acheta, en 1955-1956, à l'ensemble du bloc de l'Est (y compris, donc, à la Pologne ou par l'intermédiaire de la Pologne) du matériel militaire pour un montant de 90 millions de £. La part tchécoslovaque représentait environ 40 %.

<sup>32</sup> En 1957, la République tchécoslovaque recevait 9 % des exportations égyptiennes. AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 175, u. ar. 239, inf. 2, réunion du BP du CC PCT du 6.5.1958. En 1958 fut fondé l'Institut d'égyptologie tchécoslovaque, qui ouvrit, l'année suivante, un bureau au Caire.

<sup>33</sup> Kaba, Lansiné : *Le "non" de la Guinée à De Gaulle*, éditions Chaka, Paris, 1990, page 172.



l'administration française ni sur les crédits d'équipement »<sup>34</sup> et se lança dans une politique de lobbying auprès de ses alliés afin qu'ils ne reconnaissent pas formellement l'indépendance de la Guinée et bloquent son adhésion à l'ONU<sup>35</sup>.

À l'inverse, l'Union soviétique reconnut la Guinée le 4 octobre, la Tchécoslovaquie et la RDA firent de même le 8 du même mois. La façon dont la Guinée rompit avec la France et mit fin à la colonisation satisfaisait les idéologues de Prague et de Moscou. En effet, aucun danger de « néo-colonialisme », c'est-à-dire de maintien des liens avec l'ancienne métropole ou d'arrivée d'un autre État « impérialiste », ne menaçait (du moins à court terme)<sup>36</sup>. Outre les facteurs évoqués dans la première partie de cet article, la future très forte position de la Tchécoslovaquie en Guinée fut en partie le fruit du hasard et d'une certaine improvisation. Les dirigeants tchécoslovaques tentaient, depuis la fin de 1956, de faire une percée diplomatique et économique sur la Golden Coast, devenue, le 6 mars 1956, le Ghana indépendant. Contrairement à ce qui se passait en Guinée, dans ce pays l'influence de l'ancienne métropole était restée très forte et freinait considérablement la percée de la Tchécoslovaquie communiste. L'un des rares et modestes succès remportés par Prague au Ghana fut l'accord obtenu pour l'envoi d'une mission commerciale tchécoslovaque, qui fut mise sur pied à la fin de l'année 1958<sup>37</sup>.

Le modeste succès du Ghana devint un triomphe en Guinée. Le programme soigneusement préparé de la mission commerciale tchécoslovaque, emmenée par le vice-ministre du Commerce extérieur Jaroslav Kohout, qui devait visiter, outre le Ghana, le Liberia, l'Éthiopie, le Soudan et la Libye, fut modifié juste avant son départ, le 5 novembre 1958 ; on ajouta aux principaux objectifs visés « l'établissement de contacts politiques et économiques directs en Guinée »<sup>38</sup>.

Les pourparlers entre la mission et tous les membres du gouvernement se déroulèrent à Conakry du 17 au 21 novembre et aboutirent à la signature du Protocole de développement de liens économiques et culturels entre la République tchécoslovaque et la République guinéenne. Sékou Touré donna son accord à l'ouverture d'une représentation tchécoslovaque en Guinée et obtint en même temps la promesse orale que des armes tchécoslovaques seraient livrées à la Guinée. En décembre 1958, des spécialistes militaires tchécoslovaques se rendirent en Guinée afin d'évaluer les besoins des partenaires dans ce domaine.

Dans ce contexte, on ne sera pas surpris d'apprendre que la destination choisie par la première délégation officielle guinéenne à se rendre derrière le Rideau de fer fut, début février 1959, Prague. La commission, qui avait à sa tête le ministre de l'Économie Beavogui et qui comptait parmi ses membres Fodeba Keita, bien connu à Prague – c'était un ami personnel du vice-Premier ministre et par ailleurs membre de la direction communiste Václav Kopecký –, négocia à Prague un renforcement des relations économiques. Les demandes formulées par la délégation amenèrent le bureau politique du CC du PCT à « voter », le 14 février 1959, l'octroi à la Guinée, en guise de « cadeau du gouvernement et du peuple tchécoslovaques », de matériel d'un montant d'environ 10 millions de couronnes pour équiper quatre bataillons

---

<sup>34</sup> *Documents diplomatiques français, 1958*, tome II, Imprimerie nationale, Paris, 1993, n° 236, page 497.

<sup>35</sup> *Id.*, n° 270, page 281.

<sup>36</sup> A cette époque, la définition du néocolonialisme était la suivante : « Le néocolonialisme est un système de relations économiques, politiques, idéologiques et sociétales entre des puissances impérialistes et des pays en développement étatique indépendants qui, malgré certains changements, pérennise de fait, voire étend, l'exploitation des pays en développement et l'influence des puissances impérialistes sur la vie de ces pays, même après la disparition du système colonial de l'impérialisme, et les empêche d'évoluer dans une direction non capitaliste. » Figura, Jan : *Co je to neokolonialismus*, Praha, Nakladatelství politické literatury 1965, page 10.

<sup>37</sup> Vít, Jakub : *op. cit.*, pages 38-46.

<sup>38</sup> *Id.*, page 52.

indépendants. Le cadeau fut acheminé à Conakry en mars et avril 1959 par des bateaux polonais<sup>39</sup>.

Les livraisons d'armes en provenance de Tchécoslovaquie, que complétait l'envoi d'instructeurs chargés d'enseigner leur manipulation, continuèrent, bien qu'à plus petite échelle, dans les années 60 et 70. Conakry devint la principale base des services secrets tchécoslovaques; elle leur servait de plaque tournante pour soutenir matériellement et financièrement les mouvements de libération nationale dans toute l'Afrique<sup>40</sup>.

### 2.3. La pénétration à Cuba (1959-1960)

Contrairement aux autres pays du bloc soviétique, la Tchécoslovaquie entretenait depuis de longues années des relations diplomatiques et commerciales avec Cuba<sup>41</sup>. En 1957 et 1958 – donc dans les dernières années de la dictature de Batista –, la Tchécoslovaquie exporta vers Cuba principalement des biens de consommation à hauteur de 19,7 et 14,9 millions de couronnes<sup>42</sup>. Vers le milieu de l'année 1958, voire un peu plus tôt encore, Fidel Castro commença à sonder les possibilités de fourniture d'armes en provenance de Tchécoslovaquie pour « équiper » ses maquisards. Les intermédiaires étaient, d'une part, les communistes cubains du Parti uni de la révolution socialiste, d'autre part diverses sociétés de pays tiers<sup>43</sup>. Le bureau politique tchécoslovaque donna le feu vert aux livraisons d'armes le 7 janvier 1959, après avoir consulté l'Union soviétique. Le 10 mars 1959, l'idéologue en chef du PCT Jiří Hendrych rencontra un membre du bureau politique du Parti communiste cubain, Severo Aguirre, qui l'informa non seulement du soutien dont jouissait Fidel Castro de la part des communistes cubains, mais également des conditions favorables pour une pénétration tchécoslovaque à Cuba. Selon Aguirre, « la République tchécoslovaque pouvait agir dans la région caribéenne comme le "brise-glace du camp socialiste" ». Fort de ces informations favorables, le bureau politique du CC du PCT décida, le 24 mars de la même année, d'envoyer à Cuba une mission commerciale qui serait chargée de négocier, entre autres choses, la mise en place d'un commerce des armes<sup>44</sup>.

Pourtant, dans le domaine des livraisons d'armes en provenance des pays communistes, Fidel Castro continua, après son arrivée au pouvoir, en janvier 1959, à faire preuve d'une grande prudence. La première mission commerciale tchécoslovaque fut informée, en juillet 1959, du point de vue de Castro, qui considérait que « dans la situation de tension actuelle l'achat [d'armes – P. Z.] ne pourrait s'effectuer que par l'intermédiaire d'un

---

<sup>39</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 216, u. ar. 293, inf. ; vol. 308, u. ar. 392, p. 19, réunions du BP du CC PCT du 5.5.1959 et du 30.5.1961.

<sup>40</sup> Principalement ceux de la Guinée portugaise (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), du Cameroun (Union des populations du Cameroun), de l'Angola (Mouvement populaire de libération de l'Angola), du Congo (Abako) et d'autre encore.

<sup>41</sup> La Tchécoslovaquie avait noué des relations diplomatiques avec Cuba le 23 novembre 1920, et le premier représentant diplomatique tchécoslovaque, accrédité le 31 janvier 1927, fut Zdeněk Fierlinger, alors ambassadeur à Washington. À partir de 1949 aucune des deux parties n'exerça plus de relations diplomatiques. *Příručka o navázání diplomatických styků a diplomatickém zastoupení Československa v cizině a cizích zemí v Československu, 1918-1985*, ministère fédéral des Affaires étrangères, section Documents des archives, 1987.

<sup>42</sup> Ces sommes représentaient environ la moitié du montant des exportations vers l'Amérique centrale et la Caraïbe. Les importations en provenance de Cuba étaient en revanche négligeables. AMAE, ST-S Cuba 1955-1959, ss. 1, d. 2, n° 016.940/59-6/2, n° 031.734/59-6/2, n° 032.338/59.

<sup>43</sup> Un intermédiaire particulièrement actif issu des rangs des communistes cubains était Lazáro Peña, le secrétaire de la Fédération syndicale mondiale, qui siégeait à Prague. À cette époque, la firme costaricaine Polini et la vénézuélienne Intercomer Caracas tentaient également de jouer les intermédiaires dans le commerce des armes. AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 202, u. ar. 276, p. 15, réunion du BP du CC PCT du 20.1.1959. Kaplan, Karel : *Kořeny Československé reformy 1968*, Doplněk, Brno 2000, pages 101-102.

<sup>44</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 211, u. ar. 287, p. 7, réunion du BP du CC PCT du 24.3.1959.

pays tiers, car la fourniture directe par la Tchécoslovaquie pourrait inciter les États-Unis à agir de la même façon qu'au Guatemala »<sup>45</sup>. À l'automne 1959, une autre mission du ministère tchécoslovaque du Commerce extérieur séjourna à Cuba, à laquelle Castro déclara, lors des négociations, qu'il s'était « jusque-là efforcé de couvrir les besoins en matériel spécialisé en achetant principalement aux pays membres de l'OTAN (Belgique, Italie, Angleterre), afin de ne pas prêter le flanc à d'autres attaques du gouvernement américain et à des mesures de rétorsion à l'encontre de Cuba en prétextant du danger de pénétration du communisme » sur l'île. Mais il ajouta qu'il profiterait « au moment opportun des bonnes dispositions du gouvernement tchécoslovaque pour les livraisons d'armes » et exprima le souhait que « ces dispositions continueront d'être d'actualité à l'avenir ». Parallèlement se déroulèrent à Prague, en 1959, des pourparlers avec quelques intermédiaires qui souhaitaient participer aux livraisons indirectes d'armes à Cuba<sup>46</sup>.

« Le moment opportun » ne se présenta, pour la direction cubaine, qu'au printemps 1960. En avril 1960, le secrétaire général du Parti uni de la révolution socialiste, Blas Roca, demanda à Prague du matériel pour les forces armées cubaines. Les demandes de Cuba dépassaient par leur ampleur les possibilités tchécoslovaques, et c'est ainsi que le matériel fourni par l'Union soviétique représenta la majeure partie du contrat, comme cela avait été le cas avec l'Égypte en 1955. Ce matériel fut envoyé à Prague par le général Sidorovitch sous couvert de coordination. Le régime cubain obtint pratiquement tout ce qu'il avait demandé. Le volume total des livraisons fut évalué à 866 millions de couronnes pour le matériel spécialisé et à 40 millions pour les biens civils ; la part tchécoslovaque dans le domaine spécialisé s'élevait à 569 millions de couronnes (66 %) et à 7,9 millions (20 %) dans le domaine civil. Il fut accordé à Cuba une remise de deux tiers de la valeur des marchandises et un crédit de dix ans pour le reste ; il était toutefois prévu que la Tchécoslovaquie ne recevrait pas seulement un tiers du prix, mais également une compensation de 15 % de la part de l'URSS. La remise accordée, d'environ 53 %, était avantageuse, car il s'agissait « de matériel dont la Tchécoslovaquie n'a pas l'usage et qui n'est à l'heure actuelle pas écoulable sur les marchés capitalistes ». La majeure partie des armes (90-95 %) vendues à Cuba provenait de « surplus du ministère de la Défense nationale », était un matériel de deuxième catégorie et aucune pièce de rechange ne pouvait être fournie. Le premier envoi, d'une valeur de 50 millions de couronnes, fut effectué, « à la demande de la partie soviétique » et en regard de « la situation exceptionnelle que connaît Cuba », avant même la signature du contrat cubano-tchécoslovaque<sup>47</sup>.

Selon les termes du contrat entre la Tchécoslovaquie et Cuba signé le 11 juin 1960, Cuba devait recevoir pour 39 500 000 £ de matériel. Mais le 29 juillet 1960 fut signé un avenant qui garantissait à Cuba des conditions encore plus avantageuses. Le volume de l'équipement vendu à un tiers de son prix fut abaissé à 31 765 000 £ (la part tchécoslovaque s'élevait à 25 040 000 £) et d'autres armes furent ajoutées totalement gratuitement (la part tchécoslovaque n'était que de 1 485 000 £), qui représentaient une somme de 11 500 000 £ (231,8 millions de couronnes). Le contrat tchécoslovaque-soviétique sur ces ventes, signé le 30 août 1960, assurait à la Tchécoslovaquie la compensation de 15 % déjà mentionnée, mais en outre l'URSS s'engageait à lui verser, dans le cas où Cuba n'honorerait pas son calendrier de

---

<sup>45</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 235, u. ar. 314, p. 14, réunion du BP du CC PCT du 29.9.1959. La référence au Guatemala concerne les livraisons d'armes tchécoslovaques au régime de gauche du colonel Arbenz Guzmán, en 1954, qui fut destitué lors du coup d'État organisé par les États-Unis

<sup>46</sup> AN et CC PCT, s. 02/2-1, vol. 8, u. ar. 258, approuvé par le BP du CC PCT per rollam le 9.1.1960. Il s'agissait de la société suisse Philipp Friedländer, qui souhaitait être l'intermédiaire des Cubains pour l'achat de 50 000 pistolets mitrailleurs 9 mm et des munitions correspondantes, et de la société South American Panama Export Corporation, dont les représentants accompagnèrent à Prague, en novembre 1959, les représentants de l'armée révolutionnaire cubaine.

<sup>47</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 259, u. ar. 343, n° 28, réunion du BP du CC PCT du 17.5.1960.

remboursement, une somme supplémentaire de 15 % du prix du matériel militaire<sup>48</sup>. Pour mieux parvenir à se figurer la quantité de matériel militaire que cela représentait, on peut préciser qu'en 1960 furent convoyés, via Čop (frontière slovaque-ukrainienne), en Union soviétique puis à Cuba 1 441 wagons d'armes prises dans les surplus du ministère de la Défense nationale<sup>49</sup>.

D'autres livraisons d'armes furent demandées par le président cubain en personne, Osvaldo T. Dorticos, dans une lettre datée du 17 décembre 1960. Cette fois encore la quantité de la commande dépassait les possibilités tchécoslovaques, et le vice-Premier ministre du gouvernement fédéral, Oldřich Šimůnek, se tourna vers l'Union soviétique pour lui demander de l'aide. L'Union soviétique fit répondre par son ambassadeur à Prague Zimianin, le 7 mars 1961, que Moscou se chargerait seule de satisfaire aux demandes de Cuba et que, puisque « les conditions de livraison de matériel à Cuba de la part de l'Union soviétique ne sont plus un secret, elle juge (...) rationnel que les futures livraisons à Cuba soient effectuées sans la médiation des organes tchécoslovaques »<sup>50</sup>.

Les livraisons d'armes tchécoslovaques effectuées ultérieurement à Cuba ne revêtent pas une grande importance pour notre sujet. Ce qui importe, c'est que Cuba est devenue dans les années 60 le premier allié du bloc soviétique en Amérique latine. Pour compléter la description de l'exceptionnelle position qu'occupait alors la Tchécoslovaquie, il convient de parler de l'action Manuel, qui permit, sous l'égide conjointe des services secrets tchécoslovaques et cubains, de faire transiter par Prague, entre 1962 et 1966, 639 guérilleros formés à Cuba pour les envoyer dans différents pays d'Amérique latine<sup>51</sup>.

#### **2.4. Les grandes lignes du scénario de la pénétration tchécoslovaque dans le tiers-monde**

Les exemples choisis pour illustrer la pénétration tchécoslovaque dans le tiers-monde pendant la seconde moitié des années 50 sont ceux de pays dans lesquels cette stratégie a été couronnée de succès. Le communisme de Cuba a survécu à l'Union soviétique. L'Égypte était, jusqu'à l'arrivée de Sadate, en 1972, l'un des plus importants alliés soviétiques dans le tiers-monde. L'exemple de la Guinée est un peu plus complexe : les premières dissensions avec le bloc de l'Est apparurent dès la fin de 1961. Mais la Guinée se rapprocha des pays communistes à la charnière des années 1964-1965. Malgré les louvoiements de Sékou Touré, la collaboration des services de sécurité et de renseignement tchécoslovaques et guinéens continua jusque dans les années 70<sup>52</sup>. Il existe évidemment des exemples d'échecs : le Guatemala (déjà évoqué) en 1954 ou le Ghana ouest-africain, où l'influence du bloc de l'Est prit fin dès 1966 avec la destitution de N'Krumah.

Les trois exemples choisis nous permettent d'esquisser les grandes lignes du scénario de la pénétration tchécoslovaque dans le tiers-monde : cela commence par la volonté des nouvelles élites politiques de se libérer de l'influence dominante des pays occidentaux ; dans le cas de l'Égypte, de l'influence britannique et française, dans celui de la Guinée, de l'influence française, et enfin, dans le cas de Cuba, de l'influence américaine. Cette volonté s'accorde avec les efforts déployés par les Soviétiques pour trouver d'autres alliés sur la scène internationale. Mais, étant donné l'influence dominante de l'Occident, le rapprochement doit

---

<sup>48</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 280, u. ar. 363, p. 6, réunion du BP du CC PCT du 25.10.1960.

<sup>49</sup> Archives militaires historiques (AMH), ministère de la Défense nationale (MDN) – État-major (EM)/Service de planification du matériel (SPM) 1961, ss. 456, sign. 30-5/58 n° 0019 (0010497).

<sup>50</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 303, u. ar. 387, p. 20, réunion du BP du CC PCT du 18.4.1961.

<sup>51</sup> Kaplan, Karel : *Kořeny Československé reformy 1968*, Doplněk, Brno 2000, page 105.

<sup>52</sup> Rivière, Claude : « La politique étrangère de la Guinée ». In : *Revue française d'études politiques africaines*, n° 68 (août 1971), pages 31-45. AN et CC PCT, s. Praesidium (P) du CC PCT 02/1, vol. 93, u. ar. 97, p. 3 ; vol. 120, u. ar. 126, p. 10 ; vol. 136, u. ar. 144, p. 25 ; vol. 153, u. ar. 236, p. 16, réunions du P du CC PCT des 2.2. et 14.10.1965 ; 15.3.1966 ; 12.2.1971.

être opéré, de part et d'autre, avec prudence. Un petit pays discret du bloc soviétique sert ainsi de médiateur de l'Union soviétique – la Tchécoslovaquie, qui dispose des contacts et des moyens nécessaires.

Les tentatives de rapprochement entre le tiers-monde et l'Union soviétique passeront par les livraisons d'armes « tchécoslovaques ». Celles-ci sont certes souvent majoritairement soviétiques, mais les contrats ont été signés entre le pays concerné et la Tchécoslovaquie. Le contrat apparaît très intéressant pour le pays destinataire : pour les armes, un long crédit est accordé, assorti d'intérêts peu élevés, qui peut être remboursé dans le cadre d'un clearing (l'Égypte), une importante remise peut être consentie (Cuba), et les armes peuvent même parfois être gratuites (Guinée).

La quantité des armes livrées est telle qu'elle provoque dans les régions concernées un déséquilibre qui engendrera bien souvent une crise dans laquelle pourra intervenir l'Union soviétique – directement, cette fois – pour défendre les intérêts de son nouveau client. Celui-ci, en acceptant le matériel militaire « tchécoslovaque », signe sa dépendance au bloc de l'Est, parce qu'il a besoin de pièces de rechange, de munitions et d'experts pour pouvoir l'utiliser.

Cette stratégie sera appliquée uniquement au début de la pénétration soviétique dans le tiers-monde et est directement liée à la politique offensive menée alors par Khrouchtchev. « La décennie post-khrouchtchévienne se distingue de la période précédente par une plus grande prudence et des objectifs politiques et économiques plus modestes. »<sup>53</sup> C'est pourquoi on peut la limiter approximativement à la décennie 1954-1964. L'invasion soviétique d'août 1968 et la « normalisation » qui suivit sonnèrent le glas du rôle spécifique joué par la Tchécoslovaquie dans le tiers-monde au sein du bloc soviétique. Nombre de cadres qui avaient acquis une riche expérience du tiers-monde au cours des années précédentes furent acculés à la démission par les purges, d'autres émigrèrent. Le rôle de la Tchécoslovaquie fut repris, dans les années 70, sous une forme modifiée, par la République démocratique allemande<sup>54</sup>.

### **3. Les intérêts spécifiques de la Tchécoslovaquie et leur réalisation**

La question fondamentale qui sous-tend la pénétration dans le tiers-monde est la suivante : quel était le degré d'autonomie de la Tchécoslovaquie ? Prague ne faisait-elle qu'appliquer les ordres de Moscou ou tentait-elle de défendre ses propres intérêts et objectifs ? S'ajoute à cela la question de savoir si la position tchécoslovaque se distinguait des positions des autres États du bloc soviétique ou si, éventuellement, ces États s'étaient d'une manière ou d'une autre partagés les rôles.

Répondre de façon définitive à ces questions suppose non seulement que l'on ait eu connaissance des documents tchécoslovaques non consultables dont nous avons parlé dans l'introduction, mais aussi et surtout que l'on puisse avoir accès aux sources équivalentes conservées dans les archives russes. Mais nous essaierons quand même, sur la base des documents que nous avons pu consulter, de donner une réponse approximative à ces questions. Au risque, évidemment, de voir nombre de points remis en question dans l'avenir.

Commençons par les données avérées. La politique étrangère tchécoslovaque était totalement soumise à son homologue soviétique. L'ancien premier secrétaire du CC du PCT Antonín Novotný le confirme dans ses Mémoires, écrits avec l'aide de Rudolf Černý après sa démission et sa mise à l'écart en 1968 : « Je n'ai pas fait un pas sans l'aval de Moscou ! Non que cela eût relevé d'ordres quelconques, mais simplement d'une politique internationale délibérée et amicale. Je débattais de toutes les questions importantes avec les camarades

---

<sup>53</sup> « L'URSS et le tiers-monde : une stratégie oblique ». In : *Cahiers de la Fondation pour les études de Défense nationale* n° 32/1984, page 261.

<sup>54</sup> Wanner, Jan : *Brežněv a východní Evropa, 1968-1982*, Universita Karlova, Praha 1995, page 101.

soviétiques, et je faisais en cela la même chose que Gottwald et Zápotocký. »<sup>55</sup> Le mot qu'adressa l'ambassadeur de France à Prague Claude Bréart de Boisanger au ministre des Affaires étrangères Christian Pineau ne paraîtra donc pas excessif : « J'ai toujours pensé que le gouvernement tchécoslovaque était plus pro-soviétique que les soviets. »<sup>56</sup> Selon l'historien Karel Kaplan, « la direction tchécoslovaque soumettait sa politique extérieure et intérieure aux objectifs soviétiques de grande puissance, et ce au détriment des besoins et des intérêts de son propre pays », « elle allait de son propre chef au-delà de la soumission politique qui lui était demandée » et « elle n'entra jamais en conflit avec la direction soviétique dans les affaires politiques ». Quand, selon Karel Kaplan, « s'exprimaient des avis divergents et contradictoires avec les fonctionnaires soviétiques, ils ne concernaient que des problèmes secondaires, très exceptionnellement à caractère politique. Ces divergences, lors des négociations commerciales, ne touchaient que les questions de prix, de technique spécialisée ; lors de la conclusion d'accords commerciaux, ces désaccords concernaient les postes, les dates d'importations et d'exportations ». La Tchécoslovaquie prenait plus d'initiatives dans de rares cas concernant certains pays du tiers-monde, mais même là elle négociait « à la demande de Moscou ou avec son accord, dans une optique de défense de ses intérêts de grande puissance »<sup>57</sup>.

Il ressort des réflexions de Karel Kaplan que les initiatives de la Tchécoslovaquie, pour autant qu'elle en ait eu, sont plutôt à rechercher dans ses rapports avec le tiers-monde et la défense de ses intérêts, si l'on peut employer ce terme, dans le domaine économique. Ainsi quittons-nous les problèmes plus généraux de politique étrangère pour revenir à notre sujet.

Les documents de l'époque emploient la plupart du temps le substantif « intérêt » indifféremment au singulier et au pluriel. On rencontre par exemple très fréquemment l'expression plutôt vague « nos intérêts », parfois la périphrase plus précise « les intérêts de la République socialiste tchécoslovaque et de tout le camp socialiste ». Il semble que la direction de Novotný ne distinguait guère « l'intérêt du camp socialiste », euphémisme signifiant plutôt « l'intérêt soviétique », des intérêts spécifiques de son propre État. Ce qui était dans l'intérêt de l'Union soviétique était *ipso facto* dans celui de son satellite.

Les documents définissant la conception des relations avec les pays du tiers-monde préparés par le ministère des Affaires étrangères et approuvés par le bureau politique utilisent l'expression « pays représentant un intérêt de premier ordre (éventuellement prioritaire) ». La définition de cette notion n'est jamais explicitée ; toutefois y sont inclus non seulement les pays pro-soviétiques, mais aussi les pays revêtant une importance commerciale (le Nigeria pour l'Afrique, le Brésil pour l'Amérique latine).

Les documents mentionnent souvent de façon distincte les intérêts « économiques », parfois « commerciaux ». La question est : les intérêts économiques de la Tchécoslovaquie pouvaient-ils être distincts des intérêts politiques, donc des intérêts soviétiques, et prendre le dessus sur ces derniers ? La réponse est affirmative. Il existe beaucoup d'exemples dignes de foi qui démontrent que la Tchécoslovaquie essayait de faire passer ses intérêts économiques avant les intérêts politiques de son camp et qu'elle y est parvenue dans de nombreux cas. Plus nous nous rapprochons de l'année 1968 et plus ces tentatives sont nombreuses et patentes.

Une opinion répandue affirme que « la politique de fourniture d'armes soviétiques a principalement servi des intérêts politiques, les intérêts économiques ne passant qu'au second

---

<sup>55</sup> Černý, Rudolf. *Exprezident, Vzpomínky Antonína Novotného II*, Orego, Říčany u Prahy 1998, page 178.

<sup>56</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série Europe 1956-1960, sous-série Tchécoslovaquie, vol. 211, dossier 7, n° 724/EU. Claude Bréart de Boisanger fut ambassadeur de France en Tchécoslovaquie de 1953 à 1959.

<sup>57</sup> Kaplan, Karel : *Kořeny Československé reformy 1968*, Doplněk, Brno 2000, pages 26-28.

plan »<sup>58</sup>. Était-ce également le cas pour les fournitures d'armes tchécoslovaques ? Les exemples prouvent que non et que la thèse inverse est plus conforme à la réalité : la vente d'armes était pour Prague avant tout un commerce qui permettait d'engranger des devises ou des marchandises qui sinon auraient dû être achetées.

En janvier 1955, Richard Dvořák, alors ministre du Commerce extérieur, proposa au bureau politique « la création de réserves en devises grâce à l'exportation de matériel militaire dans les pays économiquement moins développés »<sup>59</sup>. Cette proposition fut certes refusée, mais les dirigeants communistes n'en essayaient pas moins d'obtenir des conditions financières aussi avantageuses que possible pour leur pays dans tous les marchés de vente d'armes. Ainsi que nous l'avons vu dans le cas de Cuba, la Tchécoslovaquie savait « extirper » à ses partenaires soviétiques une garantie de recouvrement de ses crédits ou dans d'autres cas obtenir de meilleures conditions financières. En outre, à partir de 1956, la ligne de conduite du commerce des armes fut à plusieurs reprises « libéralisée », c'est-à-dire que le nombre de pays vers lesquels il était possible d'exporter du matériel militaire fut élargi, et la procédure d'approbation fut simplifiée et accélérée.

L'hypothèse qui veut que l'exportation d'armes ait répondu à des motifs politiques se fonde sur l'argument selon lequel la vente n'était pas avantageuse parce que les clients ne remboursaient pas les crédits à Prague – crédits qui leur étaient d'ailleurs accordés à des conditions plus que généreuses. Mais les documents de l'époque infirment cet argument. Rien ne prouve que lors de la signature des contrats les représentants tchécoslovaques aient su que les crédits ne seraient pas honorés. Dans de nombreux cas, ces crédits furent d'ailleurs remboursés et dans certains autres le matériel militaire avait déjà été réglé en liquide. Malgré les crédits et les remises accordés, les exportations d'armes étaient financièrement plus avantageuses pour le contractant tchécoslovaque que l'exportation de produits de l'industrie mécanique civile<sup>60</sup>. Lorsque les armes étaient offertes (par exemple à la Guinée en 1959, au FLN algérien en 1961), c'était du matériel démodé, souvent de récupération, dépourvu de valeur et dont la destruction aurait entraîné des frais supplémentaires. Ces cadeaux, et d'autres du même ordre, offerts à des mouvements de libération nationale peuvent en outre être interprétés comme une façon d'investir dans de futurs contacts privilégiés.

Un bon exemple qui met en doute la primauté des motifs politiques dans la vente d'armes est l'engagement tchécoslovaque dans la guerre d'Algérie. La Tchécoslovaquie, qui, selon les déclarations du ministère français des Affaires étrangères en février 1962, est, de tous les pays communistes, celui qui « a fait le plus en faveur de la rébellion algérienne »<sup>61</sup>, vendit en effet, fait surprenant, du matériel militaire aux deux parties – FLN et armée française. Pour ce qui concerne le FLN, la preuve est faite que Prague lui a fourni des armes, en passant par divers intermédiaires, à partir de février 1957<sup>62</sup>. Ce commerce était très avantageux, parce qu'il permettait d'écouler du matériel ancien inutile et le règlement s'effectuait en liquide. L'opportunité de vendre du matériel militaire à la France se présenta

---

<sup>58</sup> *Le Commerce des armes avec le tiers-monde et ses conséquences économiques et politiques* : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Guy Le Prat, Paris 1976, page 66.

<sup>59</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 29, u. ar. 38, p. 38, réunion du BP du CC PCT du 20.1.1955. « Les pays économiquement moins développés » était à cette époque l'expression employée pour les pays en développement.

<sup>60</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 126, u. ar. 162, p. 2a ; vol. 128, u. ar. 165, p. 16 ; vol. 136, u. ar. 177, p. 14, réunions du BP du CC PCT des 7.1., 22.1. et 16.4.1957.

<sup>61</sup> AMAE, série Europe 1956-1960, sous-série Tchécoslovaquie, vol. 211, dossier 7, Direction des affaires politiques, Note pour le cabinet du ministre, 3 février 1962.

<sup>62</sup> AMH, MDN-EM/SPM 1957, ss. 395, sign. 30-2-5/12, n° u. 00289 ; AMH, MDN-EM/SPM 1962, ss. 369, sign. 30-2/4 ; AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 130, u. ar. 170, p. 15, réunion du BP du CC PCT du 26. 2. 1957 ; Service historique de l'armée de terre (SHAT), État-major de l'armée de terre, série 10T531, E.M.A.T./2<sup>e</sup> bureau, 1957-1960, Genesuper Rabat, n° 458/EMITFM/2.

en 1959, lorsque l'aviation militaire du ministère français des Armées fit savoir qu'elle était intéressée par 24 avions de type DC-3 mis au rebut par la compagnie aérienne tchécoslovaque et le ministère de la Défense nationale (MDN). Selon le MDN, la vente des avions DC-3 ne pouvait « être considérée comme une livraison de matériel militaire susceptible de renforcer le potentiel militaire français », le ministère du Commerce extérieur vanta de son côté le prix très avantageux et précisa que ces avions pouvaient être achetés en quantité illimitée sur le marché mondial. Le bureau politique approuva la vente au début de l'année 1960 et les avions furent acheminés vers Marseille et Paris en mars et mai de la même année. L'un au moins, mais plus probablement la plupart de ces avions furent utilisés en Algérie pour le transport des soldats français avant la signature des accords d'Évian<sup>63</sup>.

Comme pour les exportations d'armes, l'aspect économique était également primordial dans le cas de l'assistance technique, qu'elle fût civile ou militaire. La direction tchécoslovaque avait beau savoir que « l'assistance technique a un effet éducateur certain et offre beaucoup plus de perspectives d'influence politique que le simple échange de marchandises »<sup>64</sup>, dans la pratique, cette forme de collaboration avec les pays en développement était considérée quasi exclusivement comme une activité rentable<sup>65</sup>. Le bureau politique constate, en septembre 1958, que la Tchécoslovaquie exige pour ses experts « des rémunérations extrêmement élevées », qui représentent dans certains cas le triple des sommes demandées par les pays capitalistes<sup>66</sup>. Les prétentions tchécoslovaques étaient également incomparablement supérieures aux soviétiques. En mai 1962, le bureau politique établit le très complexe calendrier de l'assistance technique aux pays en développement jusqu'en 1965. Le document présente un intérêt particulier en ce qu'il cite, parmi les pays représentant un intérêt prioritaire auxquels il importe de fournir une assistance technique, des États (le Maroc, la Tunisie) qu'aucun document du ministère des Affaires étrangères ne qualifie comme tels<sup>67</sup>. La pratique des prix élevés et la priorité donnée aux pays qui pouvaient payer ces sommes ont continué, et de nombreux documents en font foi. Au début de la seconde moitié des années 60, un différend éclata entre les ministères du Commerce extérieur et de la Défense nationale, le second reprochant au premier le fait que « l'assistance technique [militaire] est déterminée par les intérêts commerciaux, tandis que les aspects politiques ne restent qu'à l'état de déclarations d'intentions ». Selon les militaires, le ministère du Commerce extérieur refusait d'accorder une assistance technique, pour cause de faible solvabilité, à Cuba, à l'Afghanistan ou à l'Égypte, par exemple (donc des pays représentant un intérêt prioritaire), et qu'il favorisait en revanche les pays solvables, tel l'Ouganda<sup>68</sup>.

Impressionné par le succès du Peace Corps américain, le ministère des Affaires étrangères proposa de réfléchir à la possibilité de fournir au moins aux pays représentant un intérêt prioritaire certaines formes d'assistance technique non commerciale<sup>69</sup>. Mais ces propositions ne furent jamais concrétisées et la Tchécoslovaquie ne fournissait d'assistance

<sup>63</sup> AMAE, SG-S 1955 - 1964, ss. 31. d. 8, n° 070289. CHUDÝ, Oto: « OK-VAV stále lieta ». In : *Letectví+Kosmonautika* 6/1990, pages 220-221. SEDLÁK, Miroslav : *Letecké příhody i nehody aneb nejen o létání, ale i o mnohém kolem něho*, Svět křidel, Cheb 1999, page 41. TÝC, Pavel : *DC-3 /Dakota/ C-47 a Československo*, Svět křidel, Cheb 1999, page 279. Ce dernier parle aussi de 25 avions acheminés à Paris le 27. 12. 1960.

<sup>64</sup> Texler, Jiří : *Technická pomoc – součást československého zahraničního obchodu*, Praha, Státní nákladatelství technické literatury 1963, page 7. Ce sont des mots quasi identiques que les observateurs extérieurs emploient pour décrire l'importance de l'assistance technique des pays d'Europe de l'Est en Afrique. Cf. Brzenzinski, Zbigniew (éd.) : *Africa and the Communist World*, Stanford University Press, Stanford, 1963, page 98.

<sup>65</sup> En 1959 fut créée Polytechna, une société indépendante de commerce extérieur, qui fut chargée de transmettre l'assistance technique. Texler, Jiří : *op. cit.*, page 46.

<sup>66</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 189, u. ar. 260, p. 2, réunion du BP du CC PCT du 30.9.1958.

<sup>67</sup> AN et CC PCT, s. 02/2, vol. 348, u. ar. 439, p. 5, réunion du BP du CC PCT du 2.5.1962.

<sup>68</sup> AMH, MDN-EM/ Sect. Assist. techni. (SAT) 1966, ss. 245, sign. J/34, n° 05167/OTSTR.

<sup>69</sup> AMAE, ST-S 10. ST 1965-1969, ss. 1, d. 1, n° 022.539/65-10.



technique, même aux pays les plus pauvres relevant de la sphère des intérêts prioritaires, que sur une base commerciale<sup>70</sup>.

La réaction tchécoslovaque à « la guerre de sable » qui opposa le Maroc et l'Algérie au sujet de Tindouf, en 1963, montre combien les intérêts économiques prenaient le pas sur les politiques. L'Algérie faisait partie des pays représentant un intérêt prioritaire tandis que le Maroc appartenait au groupe de pays dont les relations avec la Tchécoslovaquie reposaient sur « une collaboration commerciale bilatérale fructueuse ». Selon ce schéma, la Tchécoslovaquie aurait dû, dans ce conflit, se trouver du côté de l'Algérie. Ce qui fut d'une certaine manière le cas : Prague refusa de fournir au Maroc les armes qu'il souhaitait acheter et informa Ben Bella de la demande marocaine<sup>71</sup>. D'un autre côté, l'attitude de Prague était très réservée, ce que confirme la dépêche expédiée de Varsovie par l'ambassadeur de France Charpentier, le 28 octobre 1963. Le diplomate français y écrit : « L'ambassadeur du Maroc à Varsovie m'a rendu visite hier. Il était très ému du fait que les Polonais avaient, les premiers du groupe des pays de l'Est, pris officiellement position contre le Maroc dans le conflit entre Rabat et Alger. (...) La position tchèque, m'a dit M. Harkett, est très différente de celle des Polonais. Il revenait de Prague, où il est accrédité. L'on s'y montre réservé et l'on refuse de prendre parti. Cela tient peut-être à des raisons économiques, car le commerce entre le Maroc et la Tchécoslovaquie est important. D'autre part, les Tchèques voudraient pouvoir construire au Maroc une deuxième sucrerie... »<sup>72</sup> Les raisons économiques pesaient là réellement lourd : le Maroc était en 1963, après la République arabe unie, le deuxième partenaire commercial de la Tchécoslovaquie au Proche-Orient, tandis que le commerce avec l'Algérie était moins important.

On procéda, à la fin des années 60, à une réévaluation des considérations qui présidèrent à la classification des pays représentant un intérêt prioritaire. Un document du MAE de décembre 1968 dit par exemple que les critères de développement des relations avec l'Afrique tropicale « doivent être beaucoup plus pragmatiques qu'auparavant, lorsque nous ne prenions parfois en considération que les points de vue politiques et accordions la priorité à des pays dont les programmes de politique intérieure et extérieure étaient certes progressistes, mais dont le potentiel économique ne créait pas les conditions nécessaires à un développement réussi des relations et de la collaboration bilatérales (Guinée, Mali) ». En conséquence, les ambassades tchécoslovaques au Mali et au Congo-Brazzaville furent fermées, c'est-à-dire dans des pays auparavant considérés comme d'intérêt prioritaire<sup>73</sup>.

#### **4. Y a-t-il partage des tâches au sein du bloc soviétique ?**

Les intérêts économiques tchécoslovaques dans le tiers-monde étaient logiquement la cause de l'intérêt manifesté par Prague pour une coordination des démarches au sein du bloc de l'Est qui excluait la concurrence entre pays communistes, comme c'était parfois le cas. Pour ce qui est de l'Afrique, Prague organisa de sa propre initiative, à partir de la fin des années 50, des réunions conceptuelles approfondies avec Moscou, qui s'ajoutaient aux classiques consultations de routine. Elles avaient lieu environ une fois par an et se tenaient au ministère soviétique des Affaires étrangères, à Moscou. Y participaient le cabinet du ministre et les responsables des services concernés. En novembre 1961, le chef de la délégation tchécoslovaque et vice-ministre des Affaires étrangères Ján Bušniak proposa, au cours d'une de ces consultations de plusieurs jours, que certaines questions fassent l'objet d'une

---

<sup>70</sup> AMAE, ST-S Mali 1965-1969, ss. 1, d. 15, n° 0140/67.

<sup>71</sup> AMAE, SG-S 1955-1964, ss. 32, d. 5, n° 010016/64.

<sup>72</sup> AMAE, Série Europe 1961-1965, sous-série Pologne, k. 1822, d. 16, n° 1354-57.

<sup>73</sup> AMAE, ST-S 1965-1969, ss. 38, d. 7, n° 011570/68.

coordination entre tous les États socialistes. Mais les diplomates soviétiques rejetèrent immédiatement cette idée en arguant que l'Union soviétique privilégiait les consultations bilatérales<sup>74</sup>. Le bureau politique de Prague n'abandonna toutefois pas cette idée et, en juillet 1963, invita le service international du CC du PCT à proposer aux « interlocuteurs frères » de quelques pays socialistes l'organisation de conseils consultatifs sur l'Afrique. Les conseils, qui se déroulèrent en avril 1964 et où des délégations emmenées par les chefs des services internationaux du parti représentaient les différents pays, avaient, en dépit du souhait de Prague, un « caractère strictement informatif »<sup>75</sup>. Un an plus tard, la Tchécoslovaquie débattit de sa politique africaine lors de consultations bilatérales avec la Hongrie.

Une commission permanente pour la coordination de l'assistance technique fonctionnait dans le cadre du Comecon, mais son activité se limitait, selon les documents consultables, à échanger des informations et à approuver des recommandations sans conséquence<sup>76</sup>.

La politique du tiers-monde pratiquée par le bloc de l'Est n'était donc guère coordonnée. Bien que les pays satellites eussent semblé harmoniser leurs démarches selon les vœux de Moscou, une véritable uniformisation des stratégies des différents satellites faisait largement défaut. Rien ne nous permet d'affirmer qu'un système cohérent de partage des tâches dans le tiers-monde ait vu le jour. Le pays qui avait une meilleure position que les autres dans une région quelconque s'efforçait d'en tirer profit pour lui-même, mais également au détriment des autres.

Comme le confirme le témoignage de Vladimír J. Semičasný, qui fut président du KGB entre 1961 et 1967, il n'existait pas non plus de partage strict des territoires dans le domaine de l'information. La plupart des services d'espionnage du bloc de l'Est opéraient sous l'autorité directe des Soviétiques, ce qui fait que les résultats qu'ils obtenaient dans les régions où ils avaient plus de chances que les autres étaient immédiatement à la disposition du Kremlin<sup>77</sup>.

## En guise de conclusion

Ce rapide aperçu de la pénétration de la Tchécoslovaquie dans le tiers-monde au cours des années 50 et 60 montre que les intérêts économiques jouaient un rôle plus important que nous ne l'aurions cru. La marge que Moscou laissait à Prague fut utilisée par la direction tchécoslovaque pour conclure des contrats avantageux. En dépit des déclarations politiques, la Tchécoslovaquie privilégia, surtout dans les années 60, les partenaires économiquement fiables qui honoraient les contrats conclus.

Cette contradiction entre les théories politiques et les actes économiques est peut-être une des raisons pour lesquelles un banal commerce avec l'étranger relevait du « secret d'État » et explique pourquoi aucune statistique complète des montants des échanges commerciaux pratiqués avec le tiers-monde n'a jamais été publiée. Cela représente évidemment une difficulté supplémentaire pour les historiens, qui devront encore attendre quelque temps avant de lire une étude « définitive » sur cette problématique.

---

<sup>74</sup> AMAE, ST-S 1955-1964, ss. 1, d. 13, n° 011.958/61-IV.

<sup>75</sup> AN et CC PCT, s. 02/1, vol. 54, u. ar. 57, p. 9, présenté au praesidium du CC PCT le 21.2.1964. L'URSS était représentée par le premier adjoint du chef du service international.

<sup>76</sup> AMAE, ST-S 1955-1964, ss. 30, d. 2, n° 08319/63-SM.

<sup>77</sup> Le seul qui échappait au contrôle du KGB était le service d'espionnage roumain, et son homologue polonais entretenait également des relations plus libres avec lui. Semičasný, Vladimír J. – Sniegoň, Tomáš : *Lublanka, III. Patro, Svědectví předsedy KGB z let 1961-1967 Vladimíra Semičastného*, Dauphin, Praha 1998, pages 201-202. Cf. également Bittman, Ladislav : *Špionážní oprátky*, Mladá fronta, Praha 1992, page 52. August, František - RUS, David : *Red Star over Prague*, Sherwood Press, London 1984, page 61.

(juin – septembre 2000)

*Traduit du tchèque par Carole Paris-Formánek*